

*Les subsides*

Monsieur le Président, je pense que dans une certaine mesure cette représentation statistique ne permet pas de comprendre vraiment le problème. Si nous comprenions à quel point la situation est démoralisante et tragique, je suis persuadé que le gouvernement se déciderait à agir. J'estime qu'il prendrait des mesures en faveur de la réduction des taux d'intérêt ou de leur plafonnement à leur niveau actuel, qu'il présenterait des programmes pour soulager les secteurs de l'économie qui souffrent tout spécialement des taux d'intérêt, qu'il encouragerait et soulagerait les secteurs créateurs d'emplois. Je pense tout spécialement aux petites entreprises.

Une autre façon de se représenter l'importance exacte du nombre des chômeurs, c'est de les considérer en termes d'habitants des autres ressorts politiques. Par exemple, si nous prenions tous les habitants du Territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest et qu'on y ajoutât tous les habitants du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, en prenant encore quelques personnes de Terre-Neuve pour faire bonne mesure, nous obtiendrions le nombre de Canadiens qui cherchent actuellement du travail sans pouvoir en trouver. Et cela ne comprend ni leurs fils, ni leurs filles, ni leurs conjoints.

Il y a une autre façon encore de se représenter le nombre des chômeurs: c'est de prendre les habitants d'Edmonton, de Calgary, de Saskatoon, de Regina et de Winnipeg, ce qui donne le nombre de ceux qui cherchent du travail sans en trouver. C'est un chiffre incroyable, monsieur le Président. C'est près de deux millions de Canadiens qui, en situation normale, travailleraient aujourd'hui, qui injecteraient de l'argent dans le circuit commercial de leurs villes, petites et grandes. Ils achèteraient des biens et services, ils feraient marcher l'économie. Mais avec un pareil nombre de chômeurs, c'est impossible. Voilà pourquoi nous parlons surtout aujourd'hui des taux d'intérêt. C'est à cause de la politique des taux d'intérêt du gouvernement actuel que nos taux d'intérêt suivent ceux des États-Unis. C'est elle qui fait qu'aujourd'hui notre taux de base est à 12 p. 100.

● (1150)

Et tous les signes indiquent qu'il va probablement augmenter au cours des semaines et des mois qui viennent. L'hypothèse admise au Nouveau parti démocratique, c'est qu'aux niveaux actuels, pour ne rien dire des chiffres qui vont être atteints au cours des semaines et des mois qui viennent, il est impossible d'avoir une reprise économique durable au Canada. Il va être absolument impossible de penser que la reprise va se poursuivre si les taux d'intérêt restent au niveaux actuels ou s'ils continuent de monter. C'est dans cette optique que nous croyons à la nécessité d'une orientation indépendante.

Je ne tiens pas à trop m'attarder ce matin sur la politique libérale, car il est bien connu, je pense, que de l'avis du ministre des Finances (M. Lalonde) et du premier ministre (M. Trudeau), le gouvernement libéral est impuissant: c'est une sorte d'eunuque financier, bien mal équipé pour nous séparer

de l'Américain Paul Volcker. C'est M. Volcker, président du Federal Reserve Board qui, à toutes fins pratiques, détermine les taux d'intérêt du Canada. C'est-à-dire qu'un fonctionnaire américain décide des mesures économiques à prendre au Canada. Il est vraiment consternant que le ministre des Finances, le gouverneur de la Banque du Canada, le premier ministre et le Cabinet renoncent à assumer leurs responsabilités et laissent à un bureaucrate américain le soin de décider pour eux. Il n'y a sans doute pas beaucoup d'autres pays dont le gouvernement ait laissé un pays étranger prendre des décisions ou établir une politique économique cruciale, à sa place.

Il n'y a sans doute pas grand-chose à dire de la politique libérale. Tout le monde comprend que le Canada aligne ses taux d'intérêt sur ceux des États-Unis. Les libéraux refusent de se débarasser d'un régime fiscal qui alourdit pourtant notre déficit de budget en budget. Naturellement, si les impôts ne sont pas perçus comme ils le devraient, le déficit augmente. Si l'on accorde toutes sortes de largesses à des individus ou des sociétés qui n'en ont pas besoin, notre dette ne cesse de s'alourdir. Voilà ce que notre parti a essayé de faire comprendre. Notre système fiscal contribue largement à alimenter le déficit actuel.

Le montant des impôts différés sur les sociétés l'année dernière s'élevait à environ 25 milliards. Cela correspond pratiquement au montant total de notre déficit. Évidemment, on répondra à cela que ces impôts finiront par être payés un jour, mais comme je l'ai déjà dit récemment, un des hauts dirigeants de Consolidated Bathurst à qui on demandait quand sa compagnie rembourserait, a répondu sans hésiter: «Jamais». Bien des gens partent du principe que ces impôts différés d'une année à l'autre et cela pendant des dizaines et des dizaines d'années ne seront jamais payés. Ce n'est là qu'un exemple parmi bien d'autres.

Je pourrais également mentionner les subventions accordées aux sociétés pétrolières dans le cadre du PEP. Les compagnies pétrolières sont sans doute un peu embarrassées de recevoir des milliards de dollars des contribuables canadiens qui doivent déboursier des sommes exorbitantes pour défrayer leurs activités de prospection. Les membres de leur conseil d'administration ont sans doute un peu honte de gruger ainsi le public canadien.

**M. Epp:** Vous avez donné votre accord.

**M. Riis:** Le Nouveau parti démocratique n'a jamais donné son accord à ces subventions.

**M. Epp:** Au Programme énergétique national.

**M. Riis:** Je pourrais dire qui a appuyé les subventions du PEP quand elles ont été proposées à la Chambre.

Parlons de la politique conservatrice. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le député de Saint-Jean-Ouest. Je n'ai jamais entendu de telles sottises. C'est un euphémisme, car je ne veux pas employer de terme antiparlementaire.

**M. Crosbie:** Vous vouliez dire de telles salades?